

Le gouvernement sacrifie l'hôpital public sur l'autel de l'austérité !

François Bayrou vient de présenter un plan d'austérité sans précédent de 43,8 milliards d'euros d'économies pour 2026, dont 5,5 milliards sur la sphère sociale. Derrière les slogans creux du « redressement des finances publiques », ce sont les services publics, la sécurité sociale, et particulièrement l'hôpital public, qui sont dans le viseur d'un gouvernement qui s'attaque, une fois encore, aux plus fragiles et aux agents du service public.

Alors que les hôpitaux publics accusent déjà un déficit de plus de 3,4 milliards d'euros pour 2024, et que les ARS sont sommés, depuis la circulaire du 23 avril 2025, de faire la chasse aux dépenses, cette nouvelle cure d'austérité parachève le saccage de notre système de santé.

Une attaque frontale contre la Fonction Publique Hospitalière.

Les mesures annoncées relèvent d'un véritable démantèlement :

- Gel des salaires dans la fonction publique pour 2026 ;
- Suppression de 2 jours fériés équivalant à 2 jours de travail gratuit ;
- Non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois ;
- Objectif de réduction de 3 000 postes à l'État et 1 000 à 1 500 chez les opérateurs publics ;
- Nouvelle vague de fusion et suppression d'agences.

Les personnels hospitaliers, déjà épuisés et en sous-effectif chronique, sont une fois de plus sacrifiés sur l'autel du dogme budgétaire. Les promesses faites pendant la crise sanitaire ? Oubliées. Les applaudissements des soignants ? Évanouies.

Des mesures dangereuses pour la santé publique.

Les annonces concernant l'Assurance maladie et les dépenses de santé ne sont pas seulement injustes : elles sont dangereuses.

- Le doublement de la franchise médicale annuelle (de 50 € à 100 €) va affaiblir le pouvoir d'achat, y compris des agents hospitaliers eux-mêmes.
- La non prise en charge des médicaments non liés aux ALD pour les patients en affection longue durée est une mesure punitive, inégalitaire et médicalement contestable.
- Les propos du Premier ministre sur les arrêts maladie stigmatisent les assurés sociaux
- Le projet de révision de la liste des ALD fait craindre une dégradation dramatique des droits des patients atteints de pathologies graves ou chroniques.

Aucune de ces mesures ne règlera la pénurie de soignants, l'explosion des délais d'attente, la fermeture des lits, ni l'aggravation des conditions de travail. Pire encore, elles risquent de nourrir l'agressivité des usagers, eux-mêmes confrontés à des prises en charge dégradées, que subiront en première ligne les agents hospitaliers.

Une provocation sociale sans précédent.

FO-SPS dénonce un plan de casse sociale assumé, qui piétine les principes de solidarité et de justice qui fondent notre protection sociale. Pendant que l'État allège les impôts des grandes entreprises et réduit son soutien aux plus puissants, ce sont les malades, les précaires, les retraités, les mères de famille, les travailleurs usés et les agents publics qui devront payer l'addition.

Le gouvernement prétend « responsabiliser » les malades, les professionnels et les salariés. FO-SPS y voit une stratégie cynique de culpabilisation collective, qui vise à masquer l'irresponsabilité de ceux qui démantèlent sciemment l'hôpital public et la sécurité sociale.

Et pendant ce temps-là, toujours rien sur la protection sociale complémentaire !

Comble du mépris : alors que la hausse des franchises et les réformes de l'Assurance maladie vont alourdir les restes à charge, le ministre de la Santé n'a toujours pas ouvert de négociations sur la Protection Sociale Complémentaire (PSC) dans la Fonction Publique Hospitalière, contrairement au secteur privé et aux autres versants de la fonction publique. Ce silence est inacceptable. Les hospitaliers ne doivent pas être les oubliés d'un droit collectif pourtant garanti aux autres.

La coupe est pleine !

Face à cette offensive brutale contre les hospitaliers et le service public de santé, la Fédération FO des services publics et de santé ne se taira pas. Nous allons consulter nos instances pour préparer, avec tous nos syndicats, une riposte d'ampleur. Nous appelons d'ores et déjà les agents hospitaliers, les usagers, les personnels médico-sociaux et sociaux à se mobiliser contre ce gouvernement qui choisit d'étrangler les plus faibles au lieu de taxer les plus riches.

FO-SPS revendique :

- Le retrait du plan "Stop à la dette" dans sa déclinaison austéritaire ;
- Le déblocage immédiat de moyens pour les hôpitaux publics ;
- La revalorisation des carrières et des salaires ;
- Le respect des droits des assurés sociaux ;
- L'ouverture sans délai de négociations sur la PSC dans la FPH ;
- Une politique de santé publique digne et solidaire, tournée vers les besoins des usagers, et non vers les exigences des marchés financiers.

Le secrétariat fédéral

Paris, le 16 juillet 2025